

Économies réalisables grâce à l'assurance médicaments

Un régime public et universel d'assurance médicaments permettrait d'économiser 10,7 milliards de dollars par année.

Voici deux scénarios qui permettraient de contenir les coûts des médicaments avec un régime public universel d'assurance-médicaments. À noter que ces économies prennent déjà en considération une augmentation des coûts de 10 % pour l'assurance-médicaments universelle, parce qu'elle couvrirait tous les Canadiens.

PREMIER SCÉNARIO Introduction d'un régime public universel d'assurance-médicaments conjointement avec une révision modérée des politiques industrielles liées aux coûts des médicaments

Dépenses actuelles en médicaments prescrits	25,1 milliards \$
<i>Économies réalisables avec un régime public universel d'assurance-médicaments :</i>	
▶ Amélioration des choix thérapeutiques et économies sur les frais d'ordonnance	2,51 milliards \$
▶ Élimination des régimes d'assurance-médicaments privés (économies sur les frais d'administration et les subventions à caractère fiscal)	1,49 milliard \$
▶ Révision des politiques de prix pour les médicaments brevetés afin que le Canada passe du quatrième au sixième rang du pays le plus cher au monde	1,43 milliard \$
▶ Éliminer le système des rabais accordés en pharmacie à l'achat de médicaments génériques, ce qui contribue à la hausse des prix	1,31 milliard \$
▶ Éliminer la franchise mensuelle et la règle des 15 ans pour la protection des brevets des médicaments au Québec	246 millions \$
Économies nettes réalisées grâce au régime public universel d'assurance médicaments	4,48 milliards \$

DEUXIÈME SCÉNARIO Introduction d'un régime public universel d'assurance-médicaments conjointement avec l'abrogation des politiques industrielles liées aux coûts des médicaments

Dépenses actuelles en médicaments prescrits	25,1 milliards \$
<i>Économies réalisables avec un régime public universel d'assurance-médicaments :</i>	
▶ Économies sur les frais d'ordonnance	502 millions \$
▶ Économies de coûts avec grâce à l'examen rigoureux des médicaments et à la négociation des prix (comme en Nouvelle-Zélande)	10,2 milliards \$
▶ Éliminer la franchise mensuelle et la règle des 15 ans pour la protection des brevets des médicaments au Québec	246 millions \$
▶ Élimination des régimes d'assurance-médicaments privés (économies sur les frais d'administration et les subventions à caractère fiscal)	1,49 milliard \$
Économies nettes réalisées grâce au régime public universel d'assurance médicaments	10,7 milliards \$

Plusieurs pays y compris la France, le Royaume-Uni, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont mis en place des régimes universels d'assurance-médicaments et, comme résultat, ils paient leurs médicaments nettement moins chers qu'au Canada. Le choix est clair : soit mettre en place une assurance médicaments universelle et publique qui offrira à tous les Canadiens une couverture plus étendue à moindre coût ou le statu quo qui laisse des millions de Canadiens sans assurance médicaments, pendant que la croissance des coûts devient hors de contrôle.

Source Marc-André Gagnon, Argumentaire économique pour un régime universel d'assurance-médicaments; Coûts et bénéfices d'une couverture publique pour tous, CCPA: Ottawa, 2010.